

Comment augmenter le chômage ? De quelques idées pour en finir avec l'emploi

Author : Bruno Jarrosson

Categories : [Eco](#)

Date : 9 septembre 2013

Un succès éclatant

Prenons ici à charge de défendre et féliciter le personnel politique français dans sa lutte en faveur du chômage. En effet, depuis quarante ans, toutes les politiques publiques ou presque ont été orientées vers ce but d'augmenter le chômage. Et pour une fois, ça a marché. Il paraît donc particulièrement injuste de chercher noise à notre personnel politique sur ce sujet.

Supposons qu'un premier ministre ait été nommé en 1973 – période maudite de plein-emploi – et qu'on lui ait assigné l'objectif d'augmenter le chômage pour obtenir un chômage massif et durable. Qu'aurait-il pu faire d'autre que ce qu'on a fait en France ?

Et chaque nouvelle majorité, en prenant les rênes du pouvoir s'engage, à « redresser la France ». L'opposition fait toujours campagne sur l'œuvre de « redressement national » qui s'impose de toute urgence. C'est que la France est de biais, voyez-vous. C'est dans son caractère. Au politique échoit de la remettre droite, fut-il de gauche. La France penche et les hommes politiques s'entendent à la remettre d'aplomb avec aplomb.

Maintenir durablement un taux élevé de chômage et, mieux encore, l'augmenter année après année, relève d'une telle difficulté que seul le mélange exceptionnel de volonté, de courage et de discernement dont le système de gouvernement français a le génie et l'heureux privilège peut soutenir l'effort sans fléchir.

Abnégation et modestie sont les deux mamelles auxquelles se désaltèrent nos politiques. Quand, sur le dossier du chômage, ils conjuguent en outre lucidité, franchise et courage, cela donne l'intéressant résultat dont nous allons ici dérouler l'avatar.

Les étapes d'un prodigieux succès

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing devint président en 1974, il n'y avait que 200 000 chômeurs en France. Mais Valéry Giscard d'Estaing avait été ministre de l'Économie et des Finances. Il savait donc comment s'y prendre. Lorsqu'il laissa la place en 1981, il léguait 1 500 000 chômeurs à son

subtil successeur. Multiplication par sept en un septennat. Personne n'a renouvelé l'exploit.



Son successeur justement, François Mitterrand, sut faire fructifier l'héritage en bon père de famille qu'il était (père de nombreuses familles plutôt que de famille nombreuse, mais ne chipotons pas). En 1988, il se représenta devant les électeurs avec 2 200 000 chômeurs au compteur, soit 700 000 de plus que sept ans plus tôt. 100 000 chômeurs par an, 300 par jour. Pas mal dans un contexte de forte croissance mondiale. Les électeurs, mis en confiance, ne lui marchandèrent pas sa réélection face à un Jacques Chirac qui devrait encore patienter avant de faire ses preuves dans l'art d'augmenter le chômage. Au cours de son second mandat, François sut magnifiquement tirer parti de quelques perturbations mondiales puisqu'il laissait 2 600 000 chômeurs à son successeur. Plus 1 100 000 en deux septennats qui mériteront de rester dans les annales. Une leçon dont aurait pu s'inspirer Jacques Chirac, lui aussi président pendant deux mandats.

Toute histoire a ses drames. Il faut donc le dire, regarder en face cette sinistre époque, le premier mandat de Jacques Chirac, de 1995 à 2002, se conclut par une baisse du chômage. Rassurons-nous, ce fut la seule présidence qui subit ce choc. Il est vrai qu'une inopportune et forte croissance mondiale contraria les efforts du gouvernement, il est non moins vrai qu'une longue cohabitation perturba les repères. On ne peut donc pas incriminer le président. On sait d'ailleurs comment le premier tour de l'élection de 2002 montra combien les électeurs étaient déboussolés par cette baisse du chômage. Justice – immanente ou pas la question reste ouverte – ce fut le premier ministre plutôt que le président sortant et entrant qui fit les frais de cette perte de repère.

Chanceux et le sachant, Jacques Chirac eut à cœur de se rattraper au cours d'un second mandat de 2002 à 2007. Mais toujours gâte-sauce et sans doute handicapé par la réduction de sept à cinq ans du mandat présidentiel, il ne fit que 100 000 chômeurs de plus, passant de 2 300 000 à 2 400 000 chômeurs. Il faut relever à sa décharge que le monde vivait sa plus intense période de croissance.

Nicolas Sarkozy, en cinq ans, passa de 2 400 000 à 3 000 000 de chômeurs, mû par un activisme sans précédent. Mal payé de ses efforts, il ne fut pas réélu. Sans doute espère-t-on mieux de son successeur. À moins que les électeurs n'aient voulu saluer comme elle le méritait la campagne électorale la plus suicidaire de l'histoire. Mais cela est une autre histoire.

« Travailler plus pour gagner plus », certes. Mais bien sûr ce ne sont pas les mêmes (qui travaillent plus et qui gagnent plus).

Il faut donc saluer cette continuité dans la politique en faveur du chômage. En dépit des obstacles constants de démagogues irresponsables qui parlent de faire baisser le chômage, en dépit des alternances politiques, des cohabitations malencontreuses, des pressions européennes, de l'hostilité patronale, en dépit d'une croissance mondiale traitreusement vigoureuse, nos gouvernants ont maintenu le cap. Sacrifiant même quand il le fallait leur popularité.

Les obstacles au chômage

C'est qu'il n'est pas facile de maintenir un taux élevé de chômage dans un pays comme la France. Si l'on regarde la question sous ses différents aspects, on s'aperçoit que la France cumule beaucoup de handicaps. Rappelons-les :

- Une main d'œuvre extrêmement bien formée et d'ailleurs jugée créative dans le travail (un Français au travail produit dix fois – en valeur - ce que produit un Chinois, pourtant réputé travailleur et productif).
- Des investisseurs étrangers qui considèrent que la France est une des meilleures destinations au monde pour les investissements productifs (la France est, selon les années, au deuxième ou troisième rang mondial pour les investissements étrangers).
- Une population qui s'obstine à vouloir tirer son revenu du travail.
- Des entrepreneurs en nombre considérable, en particulier chez les jeunes.
- Des succès à l'exportation. Songeons qu'en exportation par habitant, la Français est devant le Japonais, cet homme industriel réputé si efficace pour inonder le monde de ses productions diverses. On se demande s'il est vraiment juste que le Soleil se lève à l'est et se couche à l'ouest.

Ajoutons pour ne rien cacher de nos handicaps que la France – premier pays touristique au monde – est considérée depuis longtemps – partout dans le monde d'ailleurs – comme le pays où il est le plus agréable de vivre. Comment augmenter le chômage dans un pays où même la géographie – si agréable et tempérée – se conjugue avec l'histoire pour vous faire obstacle ?

La réponse est simple : il faut une organisation scientifique du chômage.

L'OSC (Organisation Scientifique du Chômage)

L'organisation scientifique du chômage (OSC) consiste à décourager par tous les moyens légaux le contrat de travail. Si le marché du travail fait de la résistance, une armée de fonctionnaires déterminés va le mettre au pas. Les techniques utilisées depuis quarante ans se sont révélées si efficaces qu'on n'en a pas varié.

1. *Le coup de pouce.* Il s'agit d'augmenter le salaire minimum plus vite que l'inflation. Ce qui a été fait puisque le pouvoir d'achat du SMIC a bien plus que doublé en trente ans. À chaque coup de pouce, des dizaines de milliers de personnes se trouvent exclues du marché du travail. La méthode est d'autant plus imparable qu'elle consiste à abaisser le niveau de vie au nom de l'augmentation du niveau de vie. On comprend que les gouvernement aient usé et abusé d'une si merveilleuse méthode pour augmenter le chômage. Mais naturellement, on ne pouvait se contenter de cette méthode qui ne touche que les plus bas salaires.
2. *Le lestage des charges sociales.* L'idée est simple, il suffisait d'y penser : faire financer la protection sociale par le travail plutôt que par la consommation (la TVA) ou le capital productif (cf. l'idée de TVA sociale). Les biens sont produits par la combinaison du travail et du capital puis ils sont consommés. On peut donc prélever le financement de la protection sociale sur le travail, sur le capital ou sur la consommation. Fort heureusement, c'est le premier choix qui a été fait. Il s'agit de punir le travail pour l'exclure de l'économie. Dans ce domaine-là, la France a été plus loin que la plupart des autres pays européens et en a recueilli les magnifiques résultats. Par exemple, en cas de forte croissance, le chômage baisse toujours moins en France qu'ailleurs. Bien entendu, ceci ne tient que si on a une administration qui sait effectivement et efficacement lutter contre le travail au noir. Les Italiens, par exemple, n'ont jamais pu résoudre ce problème. L'administration italienne devrait venir prendre des leçons de l'administration française sur l'organisation scientifique du chômage.
3. *Le financement des retraites.* Même principe que pour les charges sociales : depuis trente ans on n'a cessé d'augmenter les cotisations employeurs et salariés.
4. *L'encouragement de l'oisiveté.* Décourager le travail ne suffit pas. Encore faut-il encourager l'oisiveté. Il est donc fondamental de redistribuer à ceux qui ne travaillent pas l'argent que l'on a prélevé sur ceux qui s'obstinent à travailler. C'est ce qui a été fait. Le fin du fin est atteint quand ceux qui ne travaillent pas accèdent gratuitement à des services de transport. Il faut bien faire comprendre à celui qui a l'impudence de saboter l'OSC en reprenant un travail qu'il n'y gagnera rien.
5. *Faire peur aux employeurs.* En 1860, Abraham Lincoln écrit : « Vous ne pouvez pas aider le salarié en anéantissant l'employeur ». Mais non M. Lincoln, vous pouvez aider le salarié en le mettant au chômage. Il suffisait en effet d'y penser, s'il n'y a plus d'employeur, il

n'y aura plus de salarié. Il suffit de judiciaireiser le contrat, et cela exclusivement contre l'employeur. Dans ce domaine, la créativité a été sans borne : indemnités de licenciement, requalification de l'intérim en CDI, réduction de la durée légale du travail (c'est en France qu'elle est la plus faible au monde), contrôles URSAFF fréquents et incompréhensibles. Il s'agit de bien faire comprendre à celui qui embauche qu'il devient automatiquement la cible privilégiée – et solvable – de l'administration, voire de la justice. Si dans le même temps on peut mettre en examen un patron connu et faire mousser l'affaire dans les médias, c'est encore mieux. Après tout, les patrons qui se retrouvent en délicatesse avec la justice n'ont que ce qu'ils méritent. Quelle idée de vouloir créer de la richesse et de l'emploi ?

Au fil des ans, cette politique en faveur du chômage a été affinée et a rencontré un succès croissant. Ce qui nous laisse à première vue béats d'admiration en faveur de nos hommes et femmes politiques qui en dépit des obstacles constants, des critiques ignorantes, des alternances fréquentes, de la croissance mondiale agaçante ont maintenu le cap d'une augmentation constante du chômage.

Hélas, une certaine modestie les empêche souvent de se prévaloir de leurs succès.

Tant de modestie m'inquiète

Nos hommes politiques sont trop modestes, c'est là leur moindre défaut. Ils n'osent pas assez souligner leurs succès dans la lutte pour le chômage et lorsqu'ils dressent un bilan, c'est en général pour créditer ces succès à d'autres qu'eux-mêmes.

Cette modestie, bien entendu, accroîtrait encore notre admiration pour le personnel politique si c'était possible après les constats élogieux qui précèdent. Mais elle est injuste et brouille le débat, empêchant de rendre à chacun ce qui lui est dû. Ce pourquoi nous avons commencé par là. Rivalisant d'ingéniosité, nos hommes politiques deviennent difficiles à départager alors qu'il en est de meilleurs que d'autres si l'on regarde les choses avec une froide raison.

Cette modestie, plus déraisonnable encore qu'admirable – après tous « les gens modestes ont toujours une bonne raison pour l'être », comme disait Goethe – se manifeste de trois façons :

- La minimisation des chiffres
- Le blues des ministres
- Le « c'est pas moi c'est l'autre »

La minimisation des chiffres. Pourquoi faire sortir des statistiques des chômeurs ? Pourquoi, à chaque annonce d'une augmentation du chômage, cet air modeste de gamin pris en faute,

indiquant que ça ne va pas durer, que la courbe va bientôt se retourner ? Pourquoi afficher une telle prudence, un tel manque de confiance dans des politiques qui ont fait leur preuve ? Au fil des ans « l'inversion de la courbe du chômage » – toujours évoquée, jamais observée – est devenue la grande menace avec laquelle on éradique la confiance en l'avenir. Non décidément, tant de modestie m'inquiète.

Le blues des ministres. On comprend bien que nos gouvernants regrettent de n'avoir pas pu augmenter le chômage plus vite, qu'ils se laissent aller parfois sur ce sujet à une certaine tristesse. On voudrait toujours faire mieux à court terme. Mais dans la perspective du long terme, le succès est massif et incontestable. Certes il s'agit d'un travail d'équipe dont nul ne peut s'attribuer pour lui seul les lauriers. Il n'y a pas de champion de France de la création du chômage, mais un magnifique succès collectif et bi partisan. Comme disent les Suisses qui admirent tant notre marché du travail sans parvenir à l'imiter : « En France, quand on change de majorité, c'est l'autre moitié des mêmes qui arrive au pouvoir. » La question du chômage est l'éclatante illustration de cet aphorisme helvète et néanmoins rapide. Il est vrai que la Suisse ne saurait être un grand pays tant qu'elle ne sera pas repassée. Mais mise à plat... comme la Belgique...

Le « c'est pas moi c'est l'autre ». La loi sur les trente-cinq heures fut une des plus magnifiques étapes dans la création du chômage. On ne soulignera jamais assez la magnifique contribution à laquelle nous devons la suppression de centaines de milliers d'emplois. Augmenter le chômage en diminuant le temps de travail est une idée géniale de créativité, une innovation si étonnante qu'elle a mis du temps à émerger et que seule la France a eu le courage de mettre en œuvre avec résolution et constance. Comme quoi pour l'innovation et les macarons, il faut la durée. L'idée est géniale et innovante parce qu'elle est contre-intuitive et qu'elle fonctionne.

Un raisonnement direct pourrait nous faire penser – première intuition – qu'en diminuant le temps de travail de chaque emploi, on augmente le nombre d'emplois. Gros risque. Mais nos gouvernants se méfient à juste titre des raisonnements directs et ont fait justement confiance à un raisonnement plus subtil. En réduisant légalement le temps de travail, on augmente mécaniquement et massivement le coût du travail. Ce qui supprime *de facto* des centaines de milliers d'emplois. On ne peut qu'admirer nos gouvernants d'avoir pris un tel risque car si ça marche en théorie, il restait à démontrer que ça marche en pratique. Et cerise sur le gâteau, on envoie aux investisseurs étrangers un message dissuasif sur la France. On peut regretter d'ailleurs que de ce point de vue-là, l'occasion ait été mal exploitée. Mais bon, on ne peut pas toujours tout réussir.

Alors pourquoi cette loi sur les trente-cinq heures, si bénéfique, n'a-t-elle pas de paternité claire ? À l'époque, en 1998, on l'attribuait à Martine Aubry, ministre du Travail très mobilisée par l'augmentation du chômage mais handicapée par la croissance. Et voilà que maintenant, dans un exercice de modestie certes admirable mais qui jette la confusion, madame Aubry ou son entourage laissent entendre que ce n'était peut-être pas son idée – mais celle de Dominique

Strauss-Kahn, le fantôme du Sofitel déclassé dans un Novotel – que la loi n’a pu passer qu’avec l’appui ferme du Premier ministre Lionel Jospin – le spécialiste des premiers tours qui se prend le penne dans l’œil – que les effets sur le chômage ne seraient pas si clairs et devraient aussi à la politique de Jacques Chirac – le Corrèzien presque SDF, si démuné qu’il doit être logé par un richissime levantin.

Voilà pour une fois le succès presque orphelin. Quel dommage, car cette posture morale qui force le respect brouille aussi le débat !

Comment aller plus loin, en finir avec l’emploi

Ce qui précède montre que la lutte contre l’emploi a atteint un certain degré de sophistication. Toutefois, même quand on atteint l’excellence, il ne faut pas renoncer à progresser. 3 280 000 chômeurs c’est bien, c’est même exceptionnel, mais cela laisse environ vingt-six millions de personnes au travail.

On peut aller plus loin, même au risque de l’impopularité. C’est après tout l’honneur du politique de savoir braver l’opinion publique pour promouvoir l’intérêt général. Nous en avons assez de preuves quotidiennes pour faire fonds sans réserve sur le courage et le refus de la démagogie qui anime nos gouvernants successifs. « C’est le fonds qui manque le moins. »

Quelques idées donc pour aller plus loin, catalogue non exhaustif qui pourrait être enrichi par un exercice de créativité.

Passer aux trente-deux heures. Puisque les trente-cinq heures, ça a plutôt bien réussi pour augmenter le chômage, on pourrait amplifier ce succès en allant plus loin. Pourquoi ne pas aller aux trente-deux heures comme le propose depuis vingt ans Pierre Larrouturou ? Pourquoi ne pas reprendre et amplifier ce qui marche ?

Insulter les investisseurs étrangers. On doit à notre ministre dit du Redressement productif d’avoir lancé cette nouvelle méthode. Le ministre va chercher l’investisseur avec un fusil, l’invective fleurie à la bouche. Succès garanti. Bravo monsieur le productif ministre du Redressement productif, bel exemple de créativité au service d’une noble cause.

Supprimer la TVA. Pour augmenter le chômage, il est essentiel d’augmenter le coût du travail. On a certes jusqu’à maintenant fait brillamment financer la protection sociale par le contrat de travail. Mais pourquoi s’arrêter en si bon chemin ? On pourrait aussi faire financer l’État en transférant les recettes de l’État de l’impôt au contrat de travail. Ainsi la France pourrait effacer les désavantages comparatifs qui lui restent et que nous avons soulignés plus haut. Encore une fois, augmenter le chômage en France n’est pas facile, il y faut de l’énergie, de la constance mais aussi de grands moyens et des stratégies audacieuses.

Interdire les licenciements. Si on parvient à rendre le contrat de travail indissoluble comme le mariage catholique et romain, on condamne de fait l'employeur à entretenir des rentiers. Effet dissuasif garanti. Ce système qui a fait ses preuves dans le secteur public pourrait être étendu au secteur privé.

Verser des prestations chômage illimitées. Il convient enfin de décourager les chômeurs de reprendre un travail. Il se peut certes que certains préfèrent travailler que rester chômeur, mais au moins il serait sain de gérer le revenu et que ceux qui sont au chômage ne gagnent pas moins que ceux qui travaillent.

Ces quelques idées ne recourent sans doute pas l'ensemble de ce que l'on peut imaginer et la créativité serait sûrement bienvenue. Car il reste tant à faire. Les pistes sont ouvertes, les mécanismes efficaces connus, les décideurs décidés et la conversion de la population à l'oisiveté et à ses joies acquise. Pourtant, nonobstant de remarquables succès, on sent comme une hésitation. Là-haut, on tergiverse, on se précipite comme une tortue au galop, on se hâte à un rythme hollandais. Nous appelons à l'audace et à l'imagination. Certes le chemin parcouru est impressionnant, mais il reste huit fois plus de personnes au travail qu'au chômage, on l'oublie et on les oublie trop souvent. Mesdames et messieurs les politiques, pensez à eux qui espèrent, qui attendent une France de dix, quinze, vingt millions de chômeurs. Regardez au-delà des Pyrénées où la lutte pour le chômage est bien plus avancée.

Oui décidément, seule la modestie est inquiétante.